

Attractivité des métiers : « Six mois pour recruter un travailleur social »

ASH - 28.09.2022



Le 28 septembre, les professionnels des secteurs social et médico-social se sont mobilisés pour dénoncer la situation de crise à laquelle ils sont confrontés. *Crédit photo Flora Peille/ASH*

Mercredi 28 septembre, à l'appel de huit fédérations, les professionnels du secteur social et médico-social se sont rassemblés pour demander aux pouvoirs publics l'extension du Ségur de la santé pour tous et des mesures visant à compenser la perte du pouvoir d'achat entraînée par l'inflation.

La mobilisation continue en cette rentrée 2022. Après [une manifestation le 22 septembre dernier](#), le secteur descend à nouveau dans la rue. Cette fois-ci, l'appel au rassemblement émane de huit grandes fédérations du secteur : l'Uniopss, l'Unapei, Nexem, la Fehap, la Mutualité française, la Cnape, la Fédération des acteurs de la solidarité et Unicancer. Elles alertent sur la crise d'attractivité que traversent les métiers du soin et de l'accompagnement et appellent à davantage de reconnaissance. « *Actuellement, en France, 50 000 postes sont à pourvoir dans les établissements et services du secteur social, médico-social et sanitaire*

privé non lucratif. Si ces besoins ne sont pas nouveaux, ils tendent à s'amplifier, avec près de 150 000 postes à pourvoir d'ici 2025, soit près d'un quart des emplois du secteur. »

Des rassemblements ont eu lieu partout en France. A Paris, place du Palais royal, Rose-Aimé Dequidt, directrice appui projets pour la région Ile-de-France des Apprentis d'Auteuil s'inquiète : *« Nous avons 110 postes vacants et six mois sont nécessaires pour recruter un travailleur social. Il y a une vraie question de pouvoir d'achat pour ces professionnels dont certains peuvent être considérés comme des travailleurs pauvres. Le contexte d'inflation accentue la situation. L'Etat et les collectivités doivent se mobiliser au côté des associations. »*

Un accompagnement dysfonctionnel

Une situation qui nuit aussi à la qualité de l'accompagnement proposé au public. *« Nous savons que la quasi-totalité des métiers du secteur social sont occupés par des femmes qui sont déjà dans une situation précaire. Ça devient très compliqué pour elles de pouvoir accompagner d'autres femmes en difficultés. La situation est extrêmement complexe en Ile-de-France. Les salaires sont loin d'être à la hauteur des formations et des expériences des professionnels »,* ajoute Françoise Brié, directrice générale de la Fédération nationale Solidarité Femmes.

Pour stopper la fuite de professionnels observée depuis de longs mois, les organisations demandent *« un traitement équitable entre le secteur public et le secteur privé non lucratif », « l'extension du Ségur à tous les métiers quelle que soit la structure »,* ainsi que des mesures pour rattraper la perte de pouvoir d'achat due au contexte actuel d'inflation.

« L'inclusion des professionnels des SIAO [Services intégrés de l'accueil et de l'orientation] et plus globalement de l'ensemble des travailleurs sociaux aux mesures du Ségur de la Santé est primordial. Il y a urgence. Leur exclusion est un manque de reconnaissance de leur travail de première ligne, effectué au quotidien », déplore Valérie Puvilland, directrice opérationnelle du SIAO de Seine-Saint-Denis, avant de compléter : *« Nous nous retrouvons par ailleurs face à des difficultés supplémentaires en matière de recrutement, car nous sommes en concurrence directe avec les autres dispositifs associés à la prime puisque les mêmes qualifications sont requises. »*

Auteur

- **MARIE NAHMIA ET FLORA PELLE**